



Absent de la liste des pays autorisés à reprendre les vols en direction de l'Union Européenne, le Cameroun par son gouvernement, va mener une « *action diplomatique afin que l'Union Européenne reconsidère sa position.* »

Contrairement aux autorités gabonaises et sénégalaises qui ont interdit aux voyageurs européens d'entrer sur leur territoire, par « *réciprocité* », celles du Cameroun ont opté pour des « *négociations.* »

Sur la récente décision de la Commission de l'Union Européenne, concernant les voyages internationaux, le ministre des Relations extérieures, préconise qu'une « *action diplomatique soit engagée dans le sens de reconsidérer la situation du Cameroun* », souligne le communiqué gouvernemental rendu public à l'issue de la réunion hebdomadaire interministérielle tenue par visioconférence sous la présidence du Premier ministre.

Seuls 14 pays figurent sur la liste de l'UE, dont quatre d'Afrique : Algérie, Maroc, Rwanda et Tunisie qui sont pourtant loin d'avoir tous maîtrisé la pandémie de Covid-19.

Réciprocité

Au lendemain de la publication de la liste de l'UE, le député Joshua Osih et candidat du Social

Democratic Front (SDF) à la dernière élection présidentielle d'octobre 2018, a demandé la fermeture des frontières camerounaises aux voyageurs de l'espaceSchengen par mesure de réciprocité.

Le député de l'opposition avait demandé au chef de l'Etat, *« de prendre ses responsabilités aux fins d'acter ou de faire acter le sacro-saint principe diplomatique de réciprocité, vis-à-vis des pays de l'espaceSchengen. Le président de la république doit de ce fait prendre ses responsabilités et imposer notre souveraineté »*, avait-il déclaré.

L'opposant avait fait remarquer que les Camerounais étaient victimes d'un virus importé, *« nous ne pouvons pas être victimes d'un virus venant de l'espaceSchengen et en payer le prix. Plus grave ces pays se permettent de s'ériger en donneurs de leçon alors qu'ils auraient pu humblement se mettre en synergie avec nos différents acteurs locaux pour mieux gérer le Covid-19 afin de sauver des vies dans l'espaceSchengen et au Cameroun, c'est inacceptable »*, faisait remarquer le député Joshua Osih.

Selon de nombreux experts camerounais, la décision de l'UE n'est pas forcément liée à la gestion de la pandémie de Covid-19, mais répond à des besoins de géopolitique.

S'agissant de la situation épidémiologique, au 1er juillet 2020, 13711 personnes avaient été testées positives. Par ailleurs 11114 patients ont été déclarés guéris tandis que 328 sont décédées des suites deCovid-19 soit un taux de létalité de 2,3%.

---